POLICY BRIEF

Pour une TRANSFORMATION de notre rapport à l'alimentation

CELAD LYON

L'alimentation durable valorise un système de production agricole fournissant une **nourriture riche en nutriments, accessible financièrement, et en quantité suffisante**. Ce système limite les dégradations profondes de l'environnement - dont notre alimentation dépend essentiellement - et apporte une **juste rémunération aux producteur·ices**.

UN SYSTÈME ACTUEL ALARMANT

- **Suffisance**

Aujourd'hui, les pratiques intensives et dépendantes en intrants permettent certes une **production suffisante mais dans quelles conditions** : la France a un potentiel nourricier de 130% (Terre de liens, 2025) mais le gaspillage alimentaire s'élève à 32 kg/personne/an.

- **Environnement**

Le secteur agricole émet **19% des GES annuels** sur le territoire français, **56%** de ces émissions sont dues aux rejets de **méthane** des élevages, et **30%** sont liées à l'épandage d'**engrais azotés** (INSEE, 2024). La **santé des sols** est aussi de plus en plus inquiétante : "environ deux tiers des sols sont dégradés au sein de l'Union européenne" (INRAE, 2023).

- **Rémunération des agriculteur·ices**

18% d'entre elles et eux vivent **sous le seuil de pauvreté**, contre 13% de la population active (INSEE, 2021). Le système actuel ne privilégie pas leur rémunération : sur 100€ d'achat de denrées alimentaires, en moyenne seuls 6,4€ reviennent aux producteur·ice·s (Observatoire de la Formation du Prix et des Marges des Produits Alimentaires, 2024).

- **Précarité alimentaire**

16% des Français·es déclarent ne pas avoir toujours à manger (Crédoc, 2022) et **pour les étudiant·es c'est pire** - en 2021-2022, **27,5 %** d'entre elles et eux ont restreint la qualité de leur repas, leur diversité ou leur nombre journalier et **11%** présentaient un état de faim sévère (Santé Publique France 2025).

▶ Face à l'affaiblissement silencieux du système actuel, il nous paraît primordial de **redonner de l'information aux consommateur·ices**, de les **encourager** et de les **soutenir à agir** pour reprendre le pouvoir sur leur alimentation. Il existe un fort réseau citoyen et associatif en mouvement sur les questions d'alimentation durable et celui-ci doit être soutenu politiquement et financièrement. Aussi, si l'action des citoyen·nes est nécessaire, il est indispensable d'apporter **plus de justice et d'équité** pour les producteur·ices et les consommateur·ices.

LA CONVENTION ÉTUDIANTE LOCALE DE L'ALIMENTATION DURABLE (CELAD) DE LYON

Pilotée par le Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire (RESES), la CELAD de Lyon réunit une quinzaine d'étudiant·es représentant 8 associations étudiantes animées par le même idéal : **participer à la construction d'un système alimentaire durable sur leur territoire.**

Depuis novembre 2024, nous nous sommes formé·es par le biais d'échanges avec des associations, des expert·es et des agriculteur·ices, aux enjeux de l'alimentation en France et notamment à l'échelle de la **Métropole de Lyon.** Notre objectif est le suivant : **porter auprès des acteur·ices du territoire lyonnais les propositions sur lesquelles nous travaillons depuis 6 mois.**

1 DONNER DU SAVOIR

Former un réseau d'étudiant·es ambassadeur·ices de l'alimentation durable

22% des étudiant·es **sautent régulièrement des repas.**

Source : rapport de 2023 de l'Observatoire de la vie étudiante

Selon le rapport de 2023 de l'Observatoire de la vie étudiante, 22% des étudiant·es sautent régulièrement des repas. Avant le manque de ressources financières, le manque de temps et d'organisation représentent les deux premières raisons. La préparation du repas est en effet encore associée à une corvée consommatrice de temps et d'énergie (Sondage OVE, 2023).

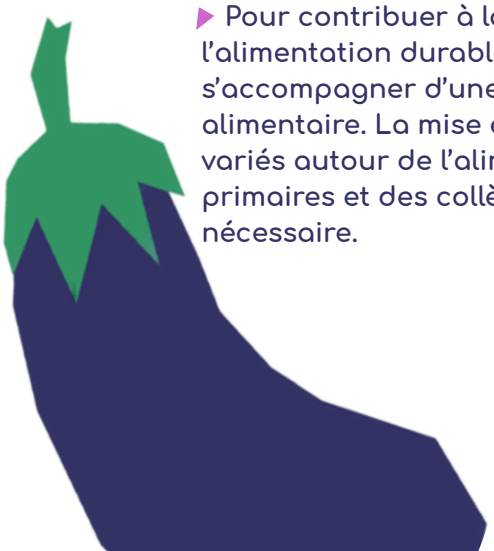
Actuellement, les résidences universitaires du Crous de Lyon accueillent environ 8 500 étudiant·es réparti·es dans 31 résidences. 10 d'entre elles sont équipées de cuisines collectives (CROUS, 2025) et proposent des animations, qui ne sont toutefois pas récurrentes ni uniformes d'une résidence à l'autre. En découlent de fortes inégalités, entre des étudiant·es ayant accès à une cuisine privative, ou non, et ne réussissant pas à s'approprier les espaces communs de leur CROUS.

▶ **Nous recommandons de mettre en place un programme de formation à la cuisine durable pour permettre aux étudiant·es volontaires d'acquérir des compétences culinaires et nutritionnelles importantes pour bien s'alimenter. Une fois formé·es, ces étudiant·es pourront organiser des ateliers cuisines hebdomadaires dans leurs résidences, créant ainsi un réseau d'ambassadeur·ices capables de diffuser leurs connaissances.**

Discuter de l'alimentation saine et durable à l'école

Depuis plusieurs années, les pouvoirs publics affichent une volonté claire de rendre plus sains les repas proposés aux écolier·es et aux collégien·nes. Actuellement, les assiettes des cantines de la métropole de Lyon sont composées de 65% d'aliments bio (avec un objectif de 100% en 2026), 50% de produits locaux et tous les enfants ont au moins 50% de menus végétariens.

De plus, de nombreuses associations (comme AgriBio Rhône-Loire, réseau Marguerite...) et enseignant·es sont impliqué·es dans des projets visant à sensibiliser les enfants à l'alimentation durable. Néanmoins, sans objectif clair donné par le Ministère de l'Education Nationale, ces actions restent difficiles à rendre systématiques.



▶ **Pour contribuer à la prise de conscience et l'éducation des jeunes sur l'alimentation durable, l'évolution du contenu des assiettes doit s'accompagner d'une formation qui aborde toutes les étapes de la chaîne alimentaire. La mise en place d'un programme d'ateliers et interventions variés autour de l'alimentation durable dans les cantines des écoles primaires et des collèges de la métropole lyonnaise est pour cela nécessaire.**

2 ENCOURAGER À L'ACTION

Pour un dialogue sur la précarité alimentaire étudiante dans les campus

Si la précarité alimentaire est un véritable problème dans la population étudiante, nombreux·ses sont celles et ceux qui ne se sentent pas légitimes d'agir et de s'engager en faveur d'une alimentation durable, accessible à toutes et tous. Beaucoup d'entre elles et eux sont engagé·es dans des associations pour agir en faveur de l'alimentation durable sur leur campus mais cela demande un important investissement que la majorité des étudiant·es, notamment en difficulté financière, n'ont pas la possibilité de suivre.

De plus, les opportunités pour les étudiant·es de s'engager auprès de leur administration pour participer à rendre plus durable l'alimentation proposée sur les campus sont limitées.

▶ **C'est pourquoi il est non seulement nécessaire de mettre à l'agenda des universités lyonnaises la question de la précarité alimentaire étudiante mais surtout que les étudiant·es soient intégré·es aux réflexions menées par l'administration à ce sujet dans les campus lyonnais.**

Pour des espaces de dialogue citoyens sur l'alimentation durable

Selon l'ADEME, 78% des français·es déclarent manquer d'informations sur les impacts de leur alimentation, autant sur le volet environnemental que sur la santé. De plus, la participation aux instances démocratiques locales est inférieure à 10% selon l'institut Montaigne. Or, dans le cadre des diverses expérimentations de caisses de l'alimentation fondées sur les principes de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), comme la CALIM 8 à Lyon 8e, les habitants des quartiers concernés s'engagent.Ils constatent rapidement des effets positifs sur leur montée en connaissance, leurs pratiques alimentaires, leur santé physique et mentale mais aussi leur empouvoirement lié à cet engagement citoyen.

▶ **Face à ces constats, il serait nécessaire de renforcer l'engagement citoyen à travers le développement d'espaces d'échange autour de nos pratiques alimentaires à échelle de quartier et accessible à toutes et tous, afin d'y encourager la démocratie alimentaire inclusive.**

Financer la coopération territoriale des acteur·ices de l'alimentation durable

La logique de financements à court terme des initiatives liées à l'alimentation durable, notamment à travers les appels à projets, fragilise les structures engagées dans ce domaine. Pour continuer à exister, ces structures doivent sans cesse innover et s'adapter, ce qui engendre une forte pression et un surinvestissement mental des acteur·ices impliqué·es. Ce contexte rend difficile la coopération territoriale entre acteur·ices de l'alimentation durable et habitant·es sur le temps long.

▶ Afin de favoriser l'émergence de solutions systémiques et pérennes pour ces acteur·ices, nous nous accordons avec les recommandations du Labo de L'ESS (2024), et proposons de :

- **Créer des fonds d'expérimentation locaux visant à soutenir les coopérations entre les acteur·ices de l'alimentation durable**
- **Développer des mécanismes de financement pluriannuels stables pour les structures travaillant sur l'alimentation durable, afin de réduire la pression liée à la recherche constante de financements**

RÉPONDRE À LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE : UNE CONDITION SINE QUA NON DE L'ALIMENTATION DURABLE

Si la dynamique d'engagement citoyen et particulièrement étudiant existe avec une volonté d'action forte en faveur de l'alimentation durable, **celle-ci ne peut se maintenir sans un soutien et une volonté politique à la hauteur des enjeux.** Pour rappel, **¼ d'entre elles et eux sont touché·es par la précarité alimentaire** (Santé Publique France 2025). Si les repas à 1 euro contribuent à répondre à cet enjeu, **beaucoup d'étudiant·es précaires non boursiers ne peuvent bénéficier de cette offre.** Cela souligne la **nécessité de soutenir financièrement les étudiant·es spécifiquement à ce sujet**, en dehors même du système de bourses classique.
Il est donc crucial de **mettre en place une aide alimentaire durable indépendante des bourses pour les étudiant·es.**

LES RECOMMANDATIONS
de la CELAD de Lyon

DONNER DU SAVOIR

▶ **Créer un réseau d'étudiant·es ambassadeur·ices de l'alimentation durable dans les résidences du Crous de Lyon afin de refaire du repas un moment de convivialité et de partage culinaires, renforçant le sentiment de communauté entre les étudiant·es.**

- Des formations organisées par des nutritionnistes et des chef.fe.s cuisinier.ère.s
- Des étudiant·es volontaires valorisé·es ou gratifié·es (indemnité, réduction du loyer)

▶ **Instaurer des interventions sensibilisant les élèves à l'alimentation durable et aux bonnes pratiques de consommation (gaspillage, repas équilibré...) dans les écoles primaires et collèges.**

- Implication d'un réseau d'acteur·ices de l'alimentation (agriculteur·ices, personnel de la cantine...) autour des modes de production, de la transformation des produits, de la saisonnalité des produits...
- Participation de tous les collégien·nes à un projet pédagogique autour de l'alimentation durable (ex.: projets Marguerite du Réseau Marguerite) au cours de leur cursus

ENCOURAGER À L'ACTION

▶ **Mettre en place des groupes de réflexion participatifs autour de la précarité alimentaire dans les campus lyonnais intégrant les étudiant·es.**

▶ **Renforcer l'engagement citoyen à travers des espaces d'échange et de proximité accessibles, favorisant une démocratie alimentaire inclusive.**

- Mettre à l'agenda des Mairies de quartier les sujets d'alimentation locale durable
- Mettre à disposition des lieux pour organiser des temps d'échanges entre les acteur·ices du secteur alimentaire/de l'alimentation durable sur territoire (associations, étudiant·es, citoyen·nes)

▶ **Soutenir les coopérations en faveur de l'alimentation durable sur le territoire lyonnais**

- en créant des fonds d'expérimentation locaux spécifiques aux projets collectifs portés sur la thématique
- en instaurant des financements pluriannuels stables pour les structures travaillant sur l'alimentation durable

▶ **Accompagner la mise en place d'une aide alimentaire durable (ex.: chèque) indépendante des bourses pour les étudiant·es.**

Contact
celad-lyon@le-reses.org